



Conseil de
Développement

Pays de Lorient

Conférence de l'Économie Verte

"UNE ÉCONOMIE DURABLE ET ENGAGÉE"

Novembre 2019

6^e conférence de l'économie verte



UNE ÉCONOMIE DURABLE ET ENGAGÉE

Développement Économique et Développement Durable :
contradiction ou opportunité ?

MERCREDI 27 NOVEMBRE
2019 - 14h



Conseil de
Développement
Pays de Lorient

Lorient IUT

10 rue Jean Zay

Entrée libre, inscription recommandée

SOMMAIRE

Préambule	3
Introduction	5
I. DISCOURS D'OUVERTURE	6
Avec Gaël Alligand, directeur de l'IUT, Jean Verger, président du CDPL, Arnaud Rentenier, directeur du pôle développement économique à Audelor Présentation de la bière de Groix par Jean-Pierre Renaud	
II. DES EXEMPLES LOCAUX	7
- C2SOL	
- Atlantique Nature	
- Fédération du bâtiment	
- Naval Group	8
III. DES EXEMPLES D'AILLEURS	9
- Rev3 Hauts-de-France	10
- Eco-Origin	11
- Orée	
GRAND TÉMOIN : MARC HUMBERT	12

Mercredi 27 novembre 2019

6^{ème} conférence de l'économie verte
« Une économie durable et engagée »

PRÉAMBULE

Le groupe travail « Économie verte » du CDPL a été constitué en 2012. Après un premier avis en avril 2013, il a organisé, en fin d'année 2014, une conférence sur l'économie verte. L'objectif de cette première conférence a été de mettre en évidence la diversité de l'économie verte et de réaliser un zoom sur la construction et l'énergie.

À partir de la seconde conférence, il a été décidé de thématiser ce rendez-vous annuel :

- 2015 : l'après signature de la COP 21 ;
- 2016 : les mobilités ;
- 2017 : l'alimentation locale ;
- 2018 : Notre eau en questions.

Depuis 2016, des membres du CDPL ont été impliqués dans l'élaboration d'une stratégie de marketing territorial au niveau de l'agglomération de Lorient. A la suite de nombreuses réunions et discussions, en est ressorti une envie : celle d'un territoire Responsable, engagé dans une politique sociétale et environnementale. Avec Erele (association de réseaux d'entreprises), l'IUT de Lorient et Audelor (agence d'urbanisme), une réflexion a été menée pour mettre en place, un "label" RSOT (Responsabilité sociétale des organisations du territoire) afin d'inclure tous les acteurs : associations, collectivités, institutions... et pas seulement les entreprises.

Avant tout chose, les membres et les partenaires ont constaté un manque de connaissance et d'appropriation du sujet, c'est pourquoi, le conseil de développement a organisé sa conférence de l'économie verte spécifiquement sur le sujet de "L'économie durable et engagée". L'objectif étant de présenter des exemples concrets d'ici et d'ailleurs.

La conférence se présente en deux tables-rondes :

- **« Des expériences locales réussies » avec**

- C2SOL, pôle de développement de l'Économie Sociale et Solidaire, avec Julien Jambet, directeur

- FÉDÉRATION MORBIHANNNAISE DU BÂTIMENT et des travaux publics, réseau de professionnels du bâtiment, avec Stéphane Le Teuff, président de la fédération et gérant de la société Le Teuff Électricité

La RSOT, de quoi parle-t-on ?

La responsabilité sociétale des organisations (entreprises, collectivités, associations...) est la contribution volontaire des organisations au développement durable. Elle offre aux organisations l'opportunité de démontrer leur prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux dans leurs activités économiques en lien avec les parties prenantes (toute personne ayant un intérêt dans les décisions ou activités d'une organisation : salariés, clients, prestataires, concurrents, riverains, pouvoirs publics...).

Elle trouve comme cadre de référence la norme internationale ISO 26000 qui propose aux organisations d'orienter leurs stratégies et leurs pratiques vers un comportement plus responsable.

Source : Dréal Nouvelle Aquitaine

- ATLANTIQUE NATURE, société spécialisée dans la fabrication de compléments alimentaires écoresponsables. Avec Élisabeth Macé, présidente et fondatrice de la société.
- NAVAL GROUP, construction navale, avec Didier Le Halper
- « Des exemples extérieurs à étudier » avec :
 - LES TRANSPORTS MARITIMES INTERNATIONAUX, avec Éric Foulquier, maître de conférence à l'Université Bretagne Ouest
 - OREE, association multi-acteurs qui fédère et anime un réseau d'acteurs engagés pour échanger et mettre en place une dynamique environnementale au service des territoires, avec Steven Vellet, chargé de mission Économie circulaire
 - ECO-ORIGIN, cluster des éco-activités, avec Robert Gestin, président
 - PROJET Rev3, troisième révolution industrielle en Haut-de-France avec Isabelle Cari, étudiante en master Écologie industrielle et territoriale

Cette conférence « Une économie durable et engagée. Contradiction ou opportunité ? » avait pour objectif de montrer qu'une autre économie est possible.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE :

Contradiction ou opportunité ? Opposition ou convergence ?

Se poser la question en ces termes, n'est-ce pas une façon stérile d'envisager l'avenir ? L'économie circulaire, l'agriculture biologique, l'écologie, la biodiversité, l'économie collaborative, l'économie sociale... représentent autant d'aspects de « l'économie symbiotique* » qui apportent certainement les éléments de convergence nécessaires à la construction de notre futur. Ce modèle économique régénératif, radicalement nouveau, affirme la possibilité de développer une relation de croissance mutuelle entre des écosystèmes naturels prospères et une activité humaine intense, et ce dans tous les domaines.

L'urgence climatique est une réalité qui devient de plus en plus partagée et la jeune génération s'empare de ce sujet avec une responsabilité exemplaire.

Notre 6^e conférence se veut être un moment d'échanges et de débats sur l'économie responsable et engagée à travers des exemples concrets locaux et nationaux. Les présentations et les échanges devraient permettre aux participants de répondre à cette question : Y a-t-il une réelle convergence possible entre le développement économique et le développement durable ?

* voir aussi, en direct à nos soirées d'été de la Déclaration d'Amnistie syndicaliste.

Régénérer la planète, l'économie et la société grâce à l'écologie, l'agriculture biologique et les circuits courts.

13h30 Accueil des participants

■■■■■

14 h Ouverture

Par Jean Verger, président du Conseil de développement du pays de Lorient, Audelor et UBS.

14h10 Intervention de Jean-François Sarreau engagé dans l'agriculture de conservation

14h30 Échange avec la salle

14h45 1^{re} table ronde Des expériences locales réussies

■ C2SOL, pôle de développement de l'Économie Sociale et Solidaire, avec Julien Jambet, directeur

■ FÉDÉRATION MORBIHANNNAISE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, réseau de professionnels du bâtiment, avec Stéphane Le Teuff, président de la fédération et gérant de la société Le Teuff Électricité

■ ATLANTIQUE NATURE, société spécialisée dans la fabrication de compléments alimentaires écoresponsables, avec Élisabeth Macé, présidente et fondatrice de la société

■ NAVAL GROUP, construction navale, avec Didier Le Halper

15h35 Échange avec la salle

16h Pause

16h15 2nde table ronde Des exemples extérieurs à étudier

■ LES TRANSPORTS MARITIMES INTERNATIONAUX, avec Éric Foulquier, maître de conférence à l'Université Bretagne Ouest

■ OREE, association multi-acteurs qui fédère et anime un réseau d'acteurs engagés pour échanger et mettre en place une dynamique environnementale au service des territoires, avec Steven Vellet, chargé de mission Économie circulaire

■ ÉCO-ORIGIN, cluster des éco-activités, avec Robert Gestin, président

■ PROJET Rev3, troisième révolution industrielle en Haut-de-France avec Isabelle Cari, étudiante en master Écologie industrielle et territoriale

■ LE COMITÉ 21 GRAND OUEST accompagne les organisations dans la mise en place du développement durable (à confirmer)

17h05 Échange avec la salle

17h30 Le point de vue du grand témoin

Marc Humbert, professeur d'économie politique à l'université Rennes 1 et auteur du livre Vers une civilisation de la convivialité

17h50 Clôture et remerciements

18h Fin et pot

Stands de présentation avec Azeo et Optimism

INTRODUCTION

Notre choix de thème de conférence annuelle s'est arrêté sur l'économie engagée et durable. Nous sommes partis de l'idée que, dans le pays de Lorient, il est possible d'envisager une autre voie pour notre économie, une autre façon de faire.

Développement Économie et Développement Durable : contradiction ou opportunité ? Opposition ou convergence ? Se poser la question en ces termes, n'est-ce pas une façon stérile d'envisager l'avenir ? L'économie circulaire, l'agriculture biologique, l'écologie, la biodiversité, l'économie collaborative, l'économie sociale, ... représentent autant d'aspects de « l'économie symbiotique* » qui apportent certainement les éléments de convergence nécessaires à la construction de notre futur. Ce modèle économique régénératif, radicalement nouveau, affirme la possibilité de développer une relation de croissance mutuelle entre des écosystèmes naturels prospères et une activité humaine intense, et ce dans tous les domaines.

L'Urgence Climatique est une réalité qui devient de plus en plus partagée et la jeune génération s'empare de ce sujet avec une responsabilité exemplaire.

Notre 6^{ème} conférence se veut être un moment d'échanges et de débats sur l'économie responsable et engagée à travers des exemples concrets locaux et nationaux.

Les présentations et les échanges devraient permettre aux participants de répondre à cette question : Y-a-t-il une réelle convergence possible entre le développement économique et le développement durable ?

** ce modèle est décrit dans l'ouvrage d'Isabelle Delannoy (L'économie symbiotique : Régénérer la planète, l'économie et la société) et sur le site www.economie-symbiotique.com*

L'Urgence Climatique est une réalité qui devient de plus en plus partagée et la jeune génération s'empare de ce sujet avec une responsabilité exemplaire.

Notre 6^{ème} conférence se veut être un moment d'échanges et de débats sur l'économie responsable et engagée à travers des exemples concrets locaux et nationaux.

Les présentations et les échanges devraient permettre aux participants de répondre à cette question : y-a-t-il une réelle convergence possible entre le développement économique et le développement durable ?

I. EN INTRODUCTION

Gaël ALLIGAND, directeur de l'IUT de Lorient

Gaël Alligand introduit la conférence en faisant le lien avec l'IUT de Lorient qui a d'ores et déjà introduit des cours de développement économique et de développement durable dans ses cursus de formation. Le monde des IUT en général est sensible à ces problématiques et s'engage pour la promotion du développement durable en intégrant ces problématiques dans les parcours de formation des étudiants.

L'IUT organisera en 2020 une journée JPP (Journées Pédagogie et Professionnalisation) sur le thème suivant : « Société en transition, IUT en action ». Cette journée se déroulera sous forme d'ateliers sur le développement durable, les transitions sociétales, technologiques....

Jean Verger, président du Conseil de développement du pays de Lorient

Jean Verger indique qu'il s'agit de la sixième édition de la conférence économie verte, préparée en partenariat avec l'UBS et Audelor. Il insiste sur le fait que le collaboratif est pour lui indispensable, et que la thématique du développement économique et du développement durable est centrale, puisqu'elle peut s'appliquer dans tous les domaines. Ce qui réunit les acteurs, c'est le territoire, parce que c'est la chose qu'ils ont en commun. Le RSOT, née de l'idée de ses acteurs de travailler ensemble et de se démarquer sur ces sujets, est le fil rouge de leur collaboration.

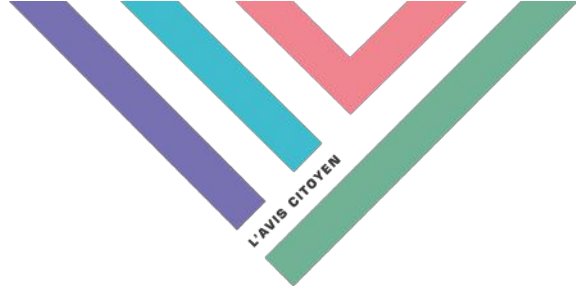
Arnault RENTENIER : Directeur du Développement Economique et de la Technopole, Audelor

Pour Arnault Rentenier, le territoire est engagé dans la responsabilité sociétale et notamment grâce à plusieurs projets (zéro déchet, zéro gaspillage) menés par Lorient Agglomération auprès des entreprises. Un programme, mené actuellement sur 3 ans, « territoire économe en ressources » a été lancé dans le but de mutualiser les ressources et de créer des synergies auprès des acteurs du territoire.

Jean-Pierre RENNAUD – La bière de Groix

Jean-Pierre Renaud illustre la thématique du développement durable par l'exposition de son projet « la bière de Groix » lancé en juin 2019. Pour lui, ce projet est un bon exemple de la mise en œuvre des convictions autour des thématiques de l'économie circulaire et du développement durable. Il insiste sur la notion de territoire et de local, qui est pour lui le socle de l'économie circulaire. Le territoire, par l'agriculture dans ce cas, permet de produire des richesses, des produits qui peuvent être transformés. Et cela permet de développer un ensemble d'activités qui vont permettre en retour au territoire de vivre. C'est sur ce modèle que s'exprime sa vision de l'économie circulaire. L'idée de l'économie circulaire, c'est de recréer une boucle vertueuse à partir de la terre. Et l'échelle idéale, c'est le territoire local.

Un projet n'est durable que s'il redonne plus au territoire que ce que le territoire lui donne. L'économie circulaire c'est donc d'engager une démarche dans lequel il faut être plus donneur que receveur.



II. DES EXEMPLES LOCAUX

Julien JAMBET, Directeur de C2SOL

C2SOL est une association de réseau d'entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire exerçant plusieurs missions :

- Accompagnement d'entreprises dans leur démarche RSE (pratique de production, de consommation, éco-conception, progrès social, éthique...)
- Incubateur #Tag56 pour accompagner la création d'entreprises de l'ESS
- Formation, sensibilisation à l'ESS.

A la question de savoir si l'économie et le social sont conciliables, Julien Lambert répond que oui. Aujourd'hui, l'ESS crée 13% des emplois. Développer des ESS dans tous les secteurs d'activité est une manière de construire pour obtenir un impact positif.

C2SOL a deux rôles :

1. incubateur qui permet la création d'activité/d'entreprises
2. Accompagner dans une démarche RSE pour faire progresser les entreprises en place.

Concrètement, C2SOL propose des outils et des réunions pour mettre en oeuvre les projets.

Leurs clients : les entreprises, collectivités territoriales, Associations.

En Bretagne, il y a des structures comme C2SOL qui sont équivalentes, avec les mêmes valeurs pour l'émulation, et les mêmes pratiques pour le développement du territoire.

Est-ce qu'une entreprise d'ESS est un avantage ou un inconvénient à créer ? Une ESS est longue à créer.

Elisabeth MACE, Présidente de Atlantique Nature et Olivia Follezou, responsable du service RSE et environnement de travail

Élisabeth Macé commence par présenter cette entreprise familiale commercialisant des compléments alimentaires à base de plantes bio. Elle énonce les différentes mesures RSE mises en place : éco-emballage, parrainage d'associations, communication interne....

Cette démarche vient de l'âme bio de la dirigeante qui souhaite le développement de la RSE de l'entreprise parallèlement au développement de la gamme de plantes bio (60 références aujourd'hui).

Concrètement, il s'agit d'un travail sur le packaging avec une entreprise française en carton, au lieu du plastique se poursuit avec comme objectif : zéro plastique en 2025. Proposition un pilulier 100% végétal sur le marché et une démarche citoyenne nommé "Démarche protect" qui a permis de soutenir 20 associations jusqu'à présent.

Stéphane LE TEUFF, Président Fédération du bâtiment/TP du Morbihan

Les entreprises du batiments se penchent très sérieusement sur la question. En exemple, la mise en avant

des actions en faveur de l'environnement de la fédération (tri à la source, achats responsables, lavage écologique, matériaux biosourcés, économie d'énergie, énergies renouvelables) et la présentation de mesures sociales pour l'insertion des jeunes et des femmes.

La Fédération travaille sur la RSE en région (avec C2SOL)

Les objectifs sont de limiter l'impact sur l'environnement :

- économie d'énergies, label RGE pour faire face aux éco-brigands.
- gestion des déchets : tri sélectif sur les chantiers avec la démarche "les chantiers du bâtiment"
- économie d'eau : Action "peinture" avec la mise en place d'une station de lavage de pinceaux (12 000 litres d'eau économisés par jour)

Didier LE HALPER, Directeur Sécurité Naval Group

Le Groupe de construction navale se lance dans une démarche RSE avec la formalisation RSE, la gestion des déchets, et le développement recherche.

L'entreprise est engagée dans une démarche de développement durable depuis 2017 avec 11 personnes qui travaillent sur la thématique de la RSE et sur différents objectifs de la norme Iso avec des exemples concrétisés en France et à l'international.

Didier Le Halper participe à la conférence pour chercher les bonnes pratiques à développer et mettre en oeuvre en entreprise.





III. DES EXEMPLES EXTÉRIEURS AU PAYS DE LORIENT

Isabelle CARI, Rev3 Hauts-de-France

Rev3, Troisième révolution industrielle est une dynamique collective qui vise à transformer les Hauts-de-France, pour en faire l'une des régions européennes les plus avancées en matière de transition énergétique et de technologies numériques.

Les Hauts-de-France : une situation particulière avec une économie dynamique (282.000 entreprises implantées sur le territoire), leader en matière de logistique et d'agroalimentaire. Une région jeune avec 33% de personnes de moins de 25 ans. Mais c'est aussi un territoire sociologiquement et économiquement marqué par l'activité minière passée avec un taux de chômage des 15-64 ans de 15,0% et un taux de précarité élevée, supérieur à la moyenne nationale.

Rev3, Troisième révolution industrielle constitue aujourd'hui un grand projet d'avenir pour le renouveau de l'économie en région Hauts-de-France. A l'origine, deux hommes Philippe Vasseur, Président de la CCI de région Nord de France et Daniel Percheron, Président du Conseil régional Nord - Pas-de-Calais qui s'appuient sur la vision de Jérémy Rifkin avec l'ambition de construire un modèle pouvant redonner à cette région un horizon économique, plus de croissance et de confiance en elle... De tirer son épingle du jeu, par le haut !

Jeremy Rifkin, homme clé de la prospective mondiale, est l'auteur du livre intitulé la « Troisième révolution industrielle », ouvrage dans lequel il analyse l'étouffement de nos économies sous la dépendance des énergies fossiles et propose des solutions pour une croissance durable tout au long du XXIème siècle.

Rev3, la Troisième Révolution Industrielle en Hauts-de-France, c'est :

- Une union, celle de tous ceux (politiques, entreprises, universités, chercheurs, clusters, associations, citoyens...) qui s'engagent et œuvrent pour un monde durable avec des entreprises compétitives et créatrices d'emplois.

- Une vision, celle d'une région championne de la Troisième Révolution Industrielle

Aujourd'hui, la Troisième révolution industrielle en Hauts-de-France, c'est une dynamique collaborative avec 800 projets suivis, un investissement à la fois public et privé estimé à 500 millions d'euros/an et 10 grands projets structurants.

Les piliers

- L'efficacité énergétique en passant aux énergies renouvelables : éolien, solaire, géothermie, hydroélectricité ; en développant des bâtiments producteurs d'énergie ; en se dotant de capacités de stockage des énergies ; en déployant l'Internet de l'énergie et en réinventant la mobilité des personnes et des biens.

Ces cinq piliers, déjà très logiquement interconnectés, doivent être envisagés dans un cadre de réflexion plus global visant à développer des modèles économiques différents et aptes à structurer ces actions nouvelles.

- L'économie circulaire

- L'économie de la fonctionnalité

Fin 2017 s'en est suivi le lancement de 10 grands projets structurants à dimension européenne et le déploiement d'un réseau de territoires démonstrateurs.

Les 10 grands projets structurants

- Mobilité durable et connectée
- Bio-économie
- Potentiel numérique
- Parcs d'activités rev3
- Plan zéro carbone
- Internet de la logistique
- Economie Circulaire
- Une filière Hydrogène
- Rénovation des bâtiments
- TER rev3 (travailler avec l'industrie ferroviaire régionale sur un plan de remplacement progressif des matériels par des rames fonctionnant à l'hydrogène).



Robert Gestin, Président d'ECO-ORIGIN et Administrateur CHEDD Bretagne

Eco-origin est un cluster que Robert Gestin a mis en place lorsqu'il était rapporteur du Grenelle de l'environnement en 2010. Cela fait suite à l'attente d'un regroupement d'entreprises et de différentes parties prenantes de contribuer à un enjeu commun : des solutions locales au changement climatique. Le principe de ce cluster est basé sur l'économie de l'acceptation du point de vue de l'autre.

Deux projets auxquels a participé Eco-Origin ont été présentés :

- Le projet RennesGrid (2015), un pilotage du réseau électrique photovoltaïque du campus de Ker Lann (Rennes), qui couvre 35% des consommations des entreprises, des écoles et des hébergements présentes dans la zone.
- Le projet H2X à Redon (fin prévue pour 2029), autour de l'utilisation de l'hydrogène, pour une mobilité décarbonée. Le choix de Redon a été motivé par la faible densité démographique du territoire, à l'origine de peu de services publics et donc de mobilités. De plus, Redon est situé sur le territoire de deux régions et trois départements, une mise en place réussie dans cette commune amènera sans doute d'autres territoires à adopter une démarche similaire. L'hydrogène est fabriqué à partir de l'hydrolyse de l'eau et peut servir à tout type de véhicules de services terrestres et (camion, car, voiture, bateau). Sur l'agglomération de Redon seront présentes une station de distribution et une usine de production de véhicules à hydrogène, qui vendra les produits de l'électrolyseurs et opérera la flotte de voitures en offrant des services de mobilité pour tous, avec des voitures en free floating ou avec des chauffeurs. Les voitures sont assemblées sur le territoire, grâce à la technologie de châssis développée par Gazelle Tech.

- Quel est le prix d'un car hydrogène ? Un peu plus cher qu'un car normal (20% de plus)
 - Ce sont de très belles initiatives, mais il manque le financement pour passer à l'échelle nationale.
- Réponse : un travail est en cours pour mettre en place les financements de collectivités. Il est surtout nécessaire de former les gens à travailler ensemble. Le CHEDD propose ainsi des sessions de formation pour les actifs et les élus, sur une idée d'une école pratique de la transition. Les formations sont adaptées selon le besoin des activités locales et permettent d'aider des projets locaux soutenables à atteindre leurs objectifs.

Steven VELLET, Chargé de mission économie circulaire à Orée

Association multi-acteurs créée en 1992, ORÉE fédère et anime depuis plus de 20 ans un réseau d'acteurs engagés pour échanger et mettre en place une dynamique environnementale au service des territoires. Aujourd'hui, ORÉE rassemble, accompagne et outille un réseau de plus de 180 membres : entreprises, collectivités, associations professionnelles et environnementales, organismes académiques et institutionnels...

L'action de l'association se concentre autour de trois priorités :

- Biodiversité et économie, ou comment intégrer la biodiversité dans la stratégie des organisations,
- Économie circulaire recouvrant les démarches centrées à la fois sur les produits / services / équipements (économie de la fonctionnalité, éco-conception), les filières (recyclage/valorisation) et les territoires (écologie industrielle et territoriale),
- Reporting RSE et Ancrage local en lien avec la réglementation française et européenne sur la publication d'informations extra-financières.

L'association est créatrice de synergie inter-entreprises avec la valorisation locale des déchets et la mutualisation de la collecte. Pour plusieurs entreprises, la mutualisation d'achat de l'électricité est bénéfique grâce à l'aide d'Orée.

En tout, ce sont 24 entreprises adhérentes avec pas moins de 12 synergies entre elles. Ce qui donne les résultats suivants :

- 3500 t.eq.CO2 évitées
- 220 000 euros de gains annuels
- 195 000 L d'eau économisés
- 12 emplois pérennes créés



GRAND TÉMOIN

Marc HUMBERT, Professeur d'économie à l'Université de Rennes1

Marc Humbert, professeur émérite d'économie politique à l'université Rennes 1. Il reste chercheur membre du CRCJR (Centre de recherches sur la culture japonaise de Rennes), et de l'équipe d'accueil EA 7481, le LiRIS (Laboratoire interdisciplinaire de recherches en innovations sociétales) de l'Université Rennes 2 ainsi que du Réseau Asie (CNRS-EHESS, Paris). Il est également membre du MAUSS (mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales, Paris), de l'ISMEA (Institut des sciences mathématiques et d'économie appliquée, fondé par François Perroux) et de la SFEJ (Société d'études françaises sur le Japon).



Y-a-t-il une réelle convergence entre le développement économique et le développement durable ?

Marc Humbert fait le point sur les discours extrêmement concrets des intervenants qui ont présenté des expériences ou les discours plus analytiques et qui démontre que nous sommes dans la globalisation. En effet, nous sommes dans un système concurrentiel planétaire, et cependant nous arrivons à faire du local ! Il y a un dynamisme extraordinaire de personnes qui créent des activités très locales. La question est de savoir qu'est-ce que l'on fait collectivement avec une division du marché et du travail. Pourquoi est-ce qu'on produit ? Est-ce qu'on répond à des besoins ou est-ce qu'on fabrique du produit pour faire de la valeur, sans pour autant répondre à des besoins ?

Quand on parle d'économie verte, il est question de croissance verte. C'est la thèse soutenue depuis plus d'une décennie par la plupart des organisations internationales. Les ministres de 34 pays de l'OCDE (Organisation internationale de Coopération et de Développement Économiques) ont signé une Déclaration sur la croissance verte en 2009, s'engageant à accentuer leurs efforts pour mettre en œuvre des stratégies de croissance verte. Ils ont ensuite publié en mai 2011 les rapports de la Stratégie pour une croissance verte. Il s'agit clairement d'une croissance "robuste, plus durable et inclusive" également proposée au pays en développement dans le cadre du Comité d'Aide au Développement, le CAD.

L'idée dominante est que l'économie verte nous permettra de nous libérer de notre dépendance aux combustibles fossiles, sans pour autant sacrifier la croissance. Mais, est-ce possible ?

L'Union Européenne présente des résultats qui sont apparemment intéressants et vont dans ce sens. Entre 1990 et 2017, les émissions de Gaz à Effet de Serre, GES ont baissé de 22 % alors qu'au même moment, le PIB augmentait de 58 %. L'objectif 2030 - 40 %, on espère une neutralité carbone en Europe, en 2050 (- 80 %).

La présidente récemment élue de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, réaffirme la place du climat au sein de ses priorités et promet un « green deal » pour faire de l'UE "le premier continent neutre" en carbone en 2050.

Toute cette dynamique montre qu'il peut y avoir une convergence entre le durable et l'économie. Mais, on assiste d'abord à une période de globalisation. Les usines ont été localisées massivement en Asie, en Chine pour "alimenter" la consommation de l'UE. Or, d'après le Global Carbon Project, une organisation de recherche, les transports aériens et maritimes ne sont pas comptés. Ce qui engendre une augmentation des niveaux d'émissions de GES de 19 % !



Dans le reste du monde, en 2018 on a assisté à une augmentation de 2.3 % sur 10 ans de la demande en énergie (+ 1.7 % CO₂) et à 80 % sur ressources fossiles selon l'Agence Internationale de l'Energie, AIE. Selon le GIEC, il faudrait une croissance des énergies renouvelables 2 fois plus rapide. En 2017, dans le mix énergétique mondial, les énergies renouvelables ne représentent que 1.5 %.

Et pourtant, les théoriciens de la décroissance disent ce n'est pas possible. En voici quelques citations :

- Gaël Giraud, économiste français spécialisé en économie mathématique qui occupait les fonctions de chef économiste de l'Agence française de développement (AFD) jusqu'au 31 juillet 2019, interrogé à Libération en 2015 disait : "Si nous pouvons découpler l'augmentation du PIB de celle de la consommation d'énergies fossiles, donc des émissions de gaz à effet de serre ? Ma réponse est très vraisemblablement non."

- Simon Kuper dans le Financial Times, le 29 octobre 2019 mentionne : "Notre génération va devoir choisir entre être vert ou avoir de la croissance. On ne peut avoir les deux en même temps."

Jason Hickel et Giorgos Kallis (2019) dans la revue New Political Economy écrivent : "La croissance verte est probablement un objectif malavisé et les décideurs doivent rechercher des stratégies alternatives."

Le doute est également permis au sein du Bureau européen de l'environnement ou BEE, une organisation non gouvernementale créée en 1974, fédération de plus de 140 organisations environnementales situées dans les 28 États membres de l'Union européenne. Le doute de l'existence d'une croissance verte s'appuie sur sept arguments ; élévation des coûts de l'énergie, effet rebond, problème de déplacement de la production, impact sous-estimé des services, potentiel limité du recyclage, changement technologique insuffisant et inapproprié, déplacement des coûts.

Si la croissance verte signifie favoriser la croissance économique et le développement, tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être, le cœur du problème est bel et bien ce principe du "bien-être". Le principe du bien-être c'est une économie qui permet à chacun de créer et de bénéficier de la prospérité. C'est là où le bât blesse. On sait depuis 50 ans que l'on ne peut pas faire de la croissance infinie dans un monde fini. On le sait depuis 1972, quand le Club de Rome publie un rapport également appelé "rapport Meadows". La même année s'est tenue la première conférence mondiale sur l'environnement à Stockholm. Depuis, on continue !

Or, des auteurs comme Cottle disent que "la croissance économique est le moteur principal qui conduit à la catastrophe écologique". Simon Kuper : "La demande énergétique doit diminuer, seules les sociétés sobres en énergies et peu polluantes peuvent survivre, mais aucun électeurat ne votera pour détruire son propre mode de vie. Nous choisirons toujours la croissance au climat. Actuellement, la démocratie peut-elle survivre sans carbone ?" D'autres questionnent nos modèles actuels : "Comment extirper de notre esprit le paradigme de la croissance économique ?" (Hoffmann). "Il faut un autre projet que le PIB" (Bernard Perret).

Du convivialisme

Marc Humbert prône une civilisation de la convivialité. La désastreuse méga-machine de l'efficacité technique et économique laisse de côté des milliards d'affamés, de rejetés ou de précaires. L'humanité a un besoin extrême de progresser vivement selon l'autre direction de son évolution, celle qui l'a fait naître et qui organise le bien vivre ensemble.

Partout, des groupes, des individus résistent à la méga-machine. Ils expérimentent des organisations différentes, ils animent des oasis de bien vivre. Pour que l'avenir de l'humanité bascule vers cette

civilisation de la convivialité il faut que ces forces de vie en partagent explicitement la vision et affirment ce qui, au-delà de leurs diversités, fait leur unité : une volonté de travailler ensemble, pour la vie, en prenant soin l'un de l'autre et de la nature.

Parce-que c'est quand l'hominidé a commencé à danser, qu'il est devenu humain et convivial.

Il y a donc deux axes pour notre avenir. Il y a un axe technologique comme Jérémy Rifkin voudrait continuer et puis il y a l'axe de nos vies. Comment vit-on ? Qu'est qui compte pour nous ? La croissance, ou le bien vivre ensemble ?

Alors, il nous faut un autre objectif que la croissance.

Le convivialisme pour organiser des sociétés conviviales. Au commencement était la société. La société doit permettre l'autonomisation de chacun et chacune, mais les conflits inéluctables doivent être maîtrisés, par la démocratie qui est un accord politique d'auto-limitation (Illich, 1973). Nous sommes esclaves de nos outils, il faut s'émanciper de l'accélération. Stop ! Prenons le temps de discuter les uns avec les autres.

La finalité des sociétés conviviales c'est l'émancipation individuelle et sociale. S'émanciper vis-à-vis de la tyrannie de l'accélération et de l'aliénation. S'émanciper de la tyrannie de l'efficacité et de la croissance, de la tyrannie de la compétition. L'économie mène la danse, c'est à la culture de prendre le relais pour le progrès de l'humanité.

Animation des table rondes : Laurent VILBOUX, TÉBÉSUD

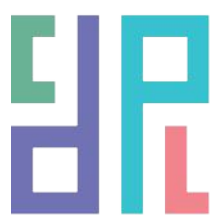
Remerciements

Le CDPL remercie vivement tous les citoyens venus participer aux débats et aux échanges et de la journée ainsi que les intervenants pour leur expertise et leur partage d'expériences.

Merci aux étudiants de M2 EIT pour la rédaction du compte-rendu

Merci à l'IUT de Lorient qui nous a accueillis et soutenus dans cette action.

Merci aux membres bénévoles du CDPL qui ont oeuvré à la bonne organisation de cet événement.



Conseil de Développement

Pays de Lorient

**Conseil de Développement
du Pays de Lorient**

6, rue Alphonse Rio
56100 Lorient
contact@cdpl.bzh
Tél : 02 97 76 72 08
www.cdpl.bzh